

LXXXVIII

Queretaro, le 5 mars 1866.

Nous sommes toujours ici dans le *statu quo*, attendant des ordres.

Je crois fort que le maréchal est loin d'être fixé lui-même sur ce qu'il veut ou doit faire.

La position n'est pas gaie pour le moment; partout les bandes se reforment et se montrent; de là, une recrudescence d'agitation et d'inquiétudes.

Le maréchal ne veut pas engager ses troupes, ni les disperser dans des climats malsains.

Le dernier bruit qui nous est parvenu est que les Français reprendraient la ligne de Mexico à Vera-Cruz, et qu'on pousserait dans le Nord les Autrichiens qui l'occupent actuellement.

Ce mouvement, qui depuis longtemps est dans la pensée du maréchal, aurait pour but de remettre la plus grande partie des troupes sur la route de France.

Le 81^e et le 7^e bataillons de chasseurs rentreraient.

Le 3^e zouaves irait à Puebla et le 1^{er} zouaves à Mexico. Ce serait la dislocation de la colonne, et je serais alors rappelé à Mexico.

J'avoue que du moment où nous ne devons rien

faire, je serais enchanté de cette combinaison qui a de grandes chances de se réaliser et cela dans un bref délai.

Vous connaissez la mort de M. Langlais. Le pauvre homme a succombé sous le poids de sa lourde tâche, après avoir reconnu qu'il était impuissant comme ceux qui l'avaient devancé.

Cette mort est un nouvel embarras, non pas que M. Langlais pût arriver à une solution passable, mais parce que maintenant tout est à recommencer.

Quoi qu'il en soit, et quels que soient les embarras que nous avons ici, l'opinion en France est tellement montée, que le gouvernement devra bon gré mal gré renoncer à son entreprise et rappeler ses troupes.

Après la folie de cette expédition, et toutes les fautes commises, cette issue était fatale. Mais que c'est triste!

Je vous embrasse.

H. L.

LXXXIX

Queretaro, le 23 mars 1866.

Il paraît que le froid entre le maréchal et Maximilien est plus accentué que jamais.

Depuis le mois de décembre le Mexique n'a plus le sou, et pour faire marcher ses services nous avons avancé cinq millions.

On en a été tellement ému à Paris qu'on a envoyé l'ordre formel de ne plus avancer un centime.

Maintenant comment va-t-on faire?

Je m'applaudis beaucoup, après ce qui vient de se produire, de n'avoir pas été placé, comme il en a été un instant question, au cabinet de l'empereur.

Je crois vous avoir dit que Magnan remplaçait Loysel par intérim.

Que s'est-il passé? On ne le sait pas au juste; toujours est-il que l'empereur a supprimé son cabinet militaire.

Maintenant Loysel sera-t-il entraîné dans cette disgrâce? Il doit débarquer au mois d'avril. Que va faire l'empereur? Là est la question.

Si j'avais été attaché au cabinet militaire, peut-être aurais-je eu un meilleur sort que Magnan; mais il est certain que j'aurais éprouvé de grands ennuis étant placé entre l'empereur et le maréchal.

Le maréchal m'a trop souvent laissé voir son opinion sur les officiers qui quittent leur position dans l'armée et acceptent des postes de cette nature en raison des avantages d'argent qu'ils offrent, pour que je ne sois pas très heureux d'avoir été envoyé à Queretaro.

Je pense n'être plus ici pour longtemps, car on commence à dissoudre notre colonne, et d'après ce qu'on m'écrit de l'état-major général, j'ai tout lieu de croire que je serai rentré à Mexico dans le courant du mois prochain.

On me dit aussi que probablement je serai nommé officier de Notre-Dame de Guadalupe le 10 avril.

Allez-vous être contents!

Je vous embrasse et suis toujours tout à vous.

H. L.

XC

Queretaro, le 6 avril 1866.

En ce moment toutes nos troupes sont occupées vers le Nord du côté de Matchuala pour tâcher de détruire le foyer d'insurrection qui s'y est formé. On y arrivera d'une façon factice et aussitôt qu'il y aura une espèce d'embellie on fera rentrer le 81^e et le 7^e bataillon de chasseurs pour donner une première satisfaction à l'opinion publique.

Le nombre de nos troupes étant diminué, notre tâche est rendue plus difficile. Mais là n'est pas encore toute la question. Le point le plus délicat c'est l'affaire d'argent.

Malgré toutes les circulaires du ministre des finances enjoignant de ne plus prêter un sou au gouvernement mexicain, nous sommes bien obligés, bon gré mal gré, de subvenir à la solde d'une partie de ses services, puisque ses ressources sont insuffisantes.

Il est probable que je resterai encore à Queretaro

jusqu'au mois de juin, et je pense ensuite retourner à Mexico.

Je regretterai toujours que l'expédition qu'avait projetée le maréchal n'ait pas eu lieu; c'était une superbe occasion que je ne retrouverai plus.

Je m'en console en vous embrassant et avec la perspective de vous revoir cette année.

Tout à vous.

H. L.

XCI

Mexico, le 27 avril 1866.

Je suis revenu à Mexico au moment où je m'y attendais le moins, et où je croyais être oublié à Queretaro.

Pour ne pas vous faire languir, j'arrive au fait.

Les contre-coups de l'opinion publique en France contre la guerre du Mexique se traduisent ici par des phénomènes étranges. Ainsi que depuis longtemps je vous l'avais fait pressentir, le moment est venu où le Mexique, ayant épuisé son deuxième emprunt, n'a plus eu un sou dans ses caisses.

D'abord nous avons fait face à toutes ses dépenses, ce qui nous coûtait de cinq à six millions par mois. Mais notre ministre des finances n'a plus voulu entendre parler de ces avances (qui ne seront jamais remboursées), et des ordres formels sont arrivés de Paris, disant que nous n'avions à nous préoccuper

que des Belges et des Autrichiens pour les prendre à notre solde; que cette solde serait au titre de notre budget de la guerre, et que le décompte devrait en être fait absolument dans les mêmes formes administratives que pour nos propres troupes, pour l'apuration des comptes au ministère de la guerre d'abord, et ensuite à la Cour des comptes.

Comme conséquence de cette manière de faire, il était nécessaire de placer les Belges et les Autrichiens sous le commandement français.

Quant aux troupes mexicaines que le gouvernement ne peut plus payer, on les laisse se débander.

J'ignore quels sont les moyens que l'on veut employer; mais il me semble qu'on est décidé à faire rentrer le corps expéditionnaire en entier, autrement dit à retirer le drapeau de la France de ce guépier qu'on nomme le Mexique.

A cet effet, on veut couvrir sa retraite par des troupes européennes n'ayant que le drapeau mexicain.

Ces troupes comprendront notre légion étrangère, les Belges et les Autrichiens formant un effectif de quinze mille hommes.

Voilà, je crois, les raisons qui ont décidé notre gouvernement à prendre ces troupes à sa solde, et à en former une division dite *auxiliaire* dont le général Neigre a le commandement, et dont votre fils et serviteur est le chef d'état-major.

C'est pourquoi le général Neigre et moi nous avons été rappelés de Queretaro par le télégraphe, avec ordre de nous rendre à marches forcées à Mexico où nous sommes depuis le 16 de ce mois.

Jusqu'ici nous ne sommes pas entrés en fonctions. Ce n'est que le 1^{er} mai que la division sera organisée.

Les bases de cette organisation ne sont pas encore posées, attendu qu'on n'a pas osé trancher avec les prétentions des Autrichiens.

La position qui m'est donnée, quoique très flatteuse, est excessivement difficile sous tous les rapports, je ne me le dissimule pas; mais grâce à la bonne entente qui existe entre le général Neigre et moi, j'espère m'en tirer avec honneur. Je n'ai eu qu'à me louer du général depuis que je le connais, et il me sait gré de mes procédés à son égard; ils n'ont jamais varié en dépit des fluctuations de l'opinion, un moment égarée sur son compte.

Le maréchal et le général Osmont m'ont très bien accueilli. Ce dernier visait ma place pour un autre. Mais le général Neigre m'ayant demandé au maréchal, je l'ai emporté. Depuis ce moment, le général Osmont est réellement excellent pour moi.

Le maréchal avait, à ce qu'il paraît, d'abord eu l'intention de donner ma position à Loysel qui va revenir de France ne trouvant plus sa place, puisque le cabinet militaire de l'empereur est supprimé.

Il serait encore possible que Loysel, de deux ans plus ancien que moi, obtint ma place. J'en doute pourtant.

Du reste, j'adopte comme règle de conduite de me laisser aller aux événements. La preuve de confiance qu'on vient de me donner est très grande, et comme j'espère la justifier, je puis regagner dans le grade de chef d'escadrons le temps que j'ai perdu dans le grade de capitaine.

D'autre part, si Loysel obtenait ma place, rien ne me retiendrait plus au Mexique et je pourrais tout de suite revenir et rester avec vous.

Vous voyez que des deux côtés il y a de grands avantages; c'est pourquoi je me laisse aller, d'autant plus que je ne suis pas encore bien fixé sur ce que nous aurons à faire, et ce à quoi on nous destine. Ma première lettre vous renseignera davantage.

En attendant, je vous embrasse de tout mon cœur.

H. L.

P. S. — J'oubliais de vous dire que je suis officier de Guadalupe depuis le 6 avril.

XCH

Mexico, le 9 mai 1866.

Par ma dernière lettre je vous ai appris que j'avais été rappelé à Mexico comme chef d'état-major du général Neigre auquel a été confié le commandement de la division auxiliaire.

Depuis le 1^{er} mai nous fonctionnons ou plutôt nous essayons de fonctionner, car la position est très difficile.

Les Belges et les Autrichiens ne forment pas des troupes régulières; ce sont tous des volontaires qui

sont venus servir le Mexique sous de certaines conditions arrêtées et fixées d'avance.

Aujourd'hui le gouvernement mexicain n'ayant plus d'argent, nous prenons ces troupes à notre solde, mais avec des rations de vivres, et le tarif de solde français qui est bien inférieur au tarif mexicain.

Vous comprenez que les Austro-Belges, outre que leur amour-propre est froissé de se trouver sous nos ordres, ne sont pas très satisfaits de voir leur solde diminuée.

Afin de ne pas les mécontenter, il a été arrêté que le gouvernement mexicain fournirait la différence de solde du tarif français au tarif mexicain. Les ressources de l'Etat permettront-elles cet arrangement?

En attendant, sauf ces difficultés, et la résistance du général de Thun à se plier à l'autorité directe française, les choses marchent aussi bien que possible, grâce à l'esprit de conciliation du général, esprit que je suis chargé de faire ressortir dans la correspondance.

Jusqu'à présent, malgré la position difficile dans laquelle nous nous trouvons, nous n'avons encore eu aucun embarras sérieux; et mieux que cela, nous avons manœuvré de telle sorte que le général de Thun a été forcé de se rendre à nos bonnes paroles et à nos bonnes raisons.

Le maréchal en a déjà témoigné son contentement au général Neigre, et si dans l'expression de ce témoignage mon nom n'a pas été prononcé, je n'y perds rien, soyez tranquilles.

Malgré la note du *Moniteur* qui fixe les époques

de la rentrée du corps expéditionnaire, je demeure incrédule.

Il faut évidemment une solution, et une solution prompte, mais je suis convaincu que celle qu'on annonce n'est pas celle qui aura lieu.

Nous ne pouvons pas nous en aller ainsi devant la menace des Etats-Unis, et laisser dans une position, je ne dirai pas critique, mais dangereuse, la dernière fraction du corps expéditionnaire qui aurait sur le dos tous les dissidents.

Quant à moi, je me laisse aller aux événements; plus ma position sera difficile, plus j'acquerrai d'expérience.

Je vais en tâtonnant et comme à l'aventure dans des fonctions très importantes qui ne peuvent qu'aider au développement de ma carrière, si je m'en tire bien, dans la mesure du possible, bien entendu.

Il n'y a pas un an encore, j'étais un pauvre petit capitaine ignoré. Depuis ce temps, je suis passé chef d'escadrons, et j'ai toujours rempli des fonctions spéciales bien au-dessus de mon grade. J'ai donc la veine, comme disent les joueurs, et il faut que je la pousse jusqu'au bout. J'y suis d'autant plus disposé que je vois que je ne suis pas le seul qui ait la veine dans la famille. Marie est aussi bien récompensée de sa persévérance par la lettre du ministre.

Je pense donc que nous arriverons tous les deux à sortir de l'ornière, et à nous faire un peu remarquer, non par l'intrigue, mais par notre dignité et notre dévouement à nos devoirs. Si nos espérances sont trompées, il nous restera toujours la satisfaction

d'avoir fait ce que nous avons pu, ce que nous avons dû, et de n'avoir rien à nous reprocher.

Ne croyez cependant pas que je veuille m'éterniser au Mexique; je saurai allier ce que l'on attend de moi ici, avec mon désir de vous revoir.

L'avenir est tellement vague que l'on ne peut faire aucune supposition sérieuse; mais je vous le répète, la solution annoncée n'aura pas lieu.

Tout à vous et à nos amis.

H. L.

XCHH

Mexico, le 28 mai 1866.

La nouvelle organisation est loin de marcher comme sur des roulettes. Les Autrichiens opposent une grande résistance; ils se croient atteints dans leur dignité et leur amour-propre en passant sous notre commandement, et en touchant notre argent.

Je suis obligé d'être un agent conciliateur de premier ordre, et souvent ce rôle me pèse.

Au lieu de chercher des biais pour ménager cet amour-propre excessif, ma plume voudrait leur écrire : Ne faites pas tant les dégoutés; si vous ne voulez pas de notre argent, ne le prenez pas, et allez vous promener.

Mais, rassurez-vous, je me retiens, et reste dans mon rôle de conciliateur.

Nous enfantons ici projets sur projets pour tâcher de retirer le drapeau de la France. Nous finissons par où nous aurions dû commencer, comme je vous l'ai dit souvent, par organiser l'armée mexicaine.

Seulement ce qui était possible, il y a trois ans est aujourd'hui bien difficile, sinon impossible. Aussi tous ces projets me paraissent impraticables, et je crains bien qu'ils n'aboutissent pas.

Pour ce qui me concerne, je vois venir, et ne prendrai une décision qu'à bon escient.

H. L.

XCIV

Mexico, le 8 juin 1866.

Nous venons de lire les nouvelles d'Europe apportées ce matin par le paquebot américain. Sans avoir été aussi surpris que les banquiers de Londres, j'avoue que le discours de l'empereur, à Auxerre, m'a causé un frisson d'orgueil de la tête aux pieds.

Oui, ce sont de honteux traités que les traités de 1815, et c'est encore plus honteux pour la France d'avoir été obligée de les supporter aussi longtemps.

Aujourd'hui le moment est venu de les rompre, et grâce à l'habileté de l'empereur, l'occasion est propice.

Quel malheur que la France soit maintenant engagée dans cette vilaine et triste affaire de Mexique !

En commençant cette guerre, il n'est pas douteux que l'empereur n'ait eu une grande pensée : celle de mettre une barrière aux envahissements des Etats-Unis, d'établir au Mexique un gouvernement fort qui aurait été dans nos obligations, plus que cela, dans nos dettes, et auquel nous aurions été en droit de demander, comme garantie de nos dettes, une occupation à Tehuantepec.

Nous aurions profité de cette occupation pour percer l'isthme, comme on a percé l'isthme de Suez ; nous nous serions étendus peu à peu comme la goutte d'huile, de façon à absorber le Guatemala et à arriver à Panama sans que personne s'en doute et sans donner prétexte aux réclamations des autres nations que lorsque le fait aurait été accompli.

Nous avions alors la plus belle colonie du monde, en ce sens que le commerce des Indes et de la Chine se faisait par cette voie, et les Anglais perdaient la part de profit et d'influence que nous aurions gagnée.

Telle a été, je crois, la pensée de l'empereur, et pour l'appliquer, il a choisi le moment où les Américains étaient en guerre entre eux.

Malheureusement le Sud a été écrasé tout d'un coup, et alors qu'on ne s'y attendait pas.

D'un autre côté, on a placé ici un empereur contre le vœu et les tendances du pays qui, surtout, ne voulait pas d'un Allemand.

En outre tout a été mal conduit depuis le commencement jusqu'à aujourd'hui.

Actuellement nous nous occupons de l'organisation de l'armée mexicaine, et c'est le général Osmont qui est à la tête de cette entreprise.

On forme douze bataillons de chasseurs, avec des cadres moitié français, moitié mexicains.

Ce qui était facile, il y a trois ans, est aujourd'hui presque impossible, sans compter les deux emprunts qui ont été gaspillés, et dont on aurait pu alors tirer un grand parti.

Les troupes que nous formons à présent sont payées par le Trésor français. Néanmoins, tout cela jusqu'à un certain point pourrait marcher s'il n'y avait pas la résistance des Etats-Unis.

Là git une question de haute politique qui est tout entière dans la main de Napoléon III.

Je crois que pour le moment, il vit au jour le jour pour ce qui regarde le Mexique. Mais je suis convaincu qu'il ne lâchera pas prise, et que le dénouement sera tout autre que celui qui est annoncé. L'empereur ne peut renoncer à son idée, et surtout laisser assassiner nos nationaux après notre départ.

Quant à ce qui me concerne, mon désir de vous revoir est décuplé par le fait de la guerre qui va éclater en Europe. C'est à cette guerre surtout que je voudrais prendre part, car de toutes nos luttes récentes, c'est celle où le sentiment national est le plus en jeu.

Aussi, si le maréchal rentre bientôt avec deux régiments, ferai-je tous mes efforts pour rentrer avec lui. Vous savez qu'il est père d'un fils, que

non seulement rien ne le retient plus au Mexique, mais qu'il a, au contraire, tout intérêt à rentrer en France.

Je pense qu'il travaille dans ce sens.

Je vous embrasse.

H. L.

XGV

Mexico, le 26 juin 1866.

Je viens de passer pendant ces huit derniers jours par des épreuves difficiles, dont je me suis heureusement bien tiré.

Vous n'avez pas oublié que je suis le chef d'état-major de la division auxiliaire, vraie tour de Babel où personne ne parle la même langue.

Les Belges et les Autrichiens qui en font partie ont été pris à notre solde, par suite, comme vous le savez, de la pénurie du Trésor mexicain.

Loin d'être satisfaits de cette mesure, ils en ont conçu un vif mécontentement par la raison que nous leur donnons la solde que nous touchons, tandis qu'eux s'étaient taillé une solde fabuleuse, presque double de la nôtre.

Pour les faire taire, Maximilien leur avait promis de leur fournir la différence des deux tarifs, de

manière à ce qu'ils n'eussent à supporter aucune diminution.

Mais promettre et tenir sont deux. Le gouvernement n'a même pu trouver les fonds nécessaires pour couvrir cette différence.

De là, grandes récriminations qui chez les Belges ont été jusqu'à la mutinerie. Ils ont crié : Vive la liberté ! Vive la République ! A bas Maximilien et les Français !

On les a licenciés pour former un bataillon de chasseurs mexicains, qui est commandé par des officiers français, mexicains et belges, s'il y en a qui veulent rester. Les autres sont libres de retourner en Belgique.

Quant aux Autrichiens, les choses n'ont pas été jusque là, mais la position n'en est que plus difficile, car il y avait à vaincre une force d'inertie absolue.

En leur donnant la solde, il était naturel que nous leur imposions une partie de notre administration pour la justification de l'argent, et des vivres que nous leur distribuons aussi.

Voilà à quoi ils refusaient obstinément de se soumettre; acceptant notre argent sans vouloir en rendre compte; acceptant sur certains points nos fournisseurs, les refusant sur d'autres.

C'était un gâchis à n'y plus rien reconnaître, et sans cesse des difficultés de toute nature, causant le plus grave préjudice aux opérations militaires.

Par surcroît, nous avions l'ordre d'apporter dans nos relations la plus grande aménité, et en même temps on nous rendait responsables de ce que la nouvelle organisation ne marchait pas.

Tout le monde était furieux; moi le premier, l'intendant ensuite et l'état-major général après.

Quand une nouvelle difficulté se présentait, et que je ne pouvais la résoudre, j'allais ou chez l'intendant ou à l'état-major général, et lorsque j'ouvrais la bouche, on me disait invariablement : « Encore vos Autrichiens ! Laissez-moi en repos, je ne veux plus en entendre parler; ils s'arrangeront comme ils pourront, et vous comme vous voudrez. »

Fatigué de ces réponses, et prévoyant qu'après nous avoir recommandé la patience et les procédés, on ne manquerait pas de nous rendre responsables dans l'occasion, j'ai engagé le général Neigre à abandonner les moyens de douceur et à parler militairement.

Il m'a donné carte blanche, et alors le style de notre correspondance avec le général de Thun, qui commande les Autrichiens, a changé du tout au tout.

Il a été prévenu que si dans les quarante-huit heures il ne se conformait pas à tous les ordres qui lui avaient été donnés, s'il ne répondait pas courrier par courrier à toutes nos lettres, nous allions prescrire à notre intendant de cesser de payer et de fournir des vivres.

Cette lettre que je lançais pour ainsi dire sous ma responsabilité a produit un grand effet.

Le général de Thun a répondu tout de suite par télégraphe qu'il arrivait à Mexico.

Me doutant bien que sa première visite serait pour l'empereur qu'il chercherait à circonvenir, et auquel il montrerait ma lettre pour en faire ressortir le ton raide, j'ai pris les devants, et j'ai été au cabinet de

l'empereur porter une copie de ma lettre et expliquer tous mes ennuis.

L'empereur prévenu a fort mal accueilli son général, et lui a dit qu'il fallait se soumettre.

Aussitôt celui-ci est venu faire une visite au général Neigre et à moi.

La glace était rompue, le général Neigre a donné un grand déjeuner au général de Thun et à ses officiers.

C'est à ce déjeuner que le général de Thun m'a demandé de venir chez moi pour me montrer des contre-projets d'administration et d'organisation.

Le lendemain, il est arrivé bourré de paperasses, à sept heures du matin; il est resté jusqu'à onze heures. L'après-midi il est revenu de trois à six heures, et cela s'est renouvelé quatre fois.

Il a fallu que je lui démolisse tout son système article par article, et que je lui arrache successivement toutes les concessions.

Je l'ai enfin amené à comprendre que toute résistance était inutile et qu'il fallait se soumettre. Bien plus, je l'ai remis dans les meilleurs termes avec l'intendant Friant avec lequel il était brouillé à mort.

Bref, en ce moment, je suis son meilleur ami; lorsqu'il a la moindre difficulté ou le plus petit doute, il m'écrit, ou vient me trouver pour me demander conseil. Il ne m'appelle que son cher Loizillon, et cette appellation n'a pas l'air de lui écorcher la bouche; c'est étonnant, car lui est le comte de Thun de Hohenstein, et il est plus aristocrate qu'on ne pouvait l'être avant 89.

Enfin, il part demain paraissant content. Moi je

suis doublement enchanté, et de son départ, et d'avoir arrangé les choses de manière à ne plus être tourmenté comme je l'ai été jusqu'ici par ces diables d'Autrichiens.

A l'heure présente, nous sommes dans un feu de désorganisation et de réorganisation : la division auxiliaire d'une part, neuf bataillons de *cazadores* mexicains dans lesquels on fait entrer des soldats et officiers français, et enfin l'armée mexicaine proprement dite.

Bien que nous prenions à notre solde la division auxiliaire et les bataillons de *cazadores*, toutes ces organisations, qui eussent été faciles au début, me paraissent aujourd'hui impraticables.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que nous n'avons jamais dépensé tant d'argent que depuis que notre ministre des finances a défendu *formellement* de donner un sou au gouvernement mexicain.

Il y a deux mois, Maximilien a déclaré que si on ne faisait pas une avance de cinq millions tous les mois il s'en allait.

Le maréchal, très embarrassé, a transigé pour deux millions et demi.

Mais lorsqu'on a été chercher cet argent à notre caisse, le payeur a refusé de lâcher ses piastres, et il a fallu faire chaque mois un forçement de caisse.

Comment va-t-on prendre cela à Paris ? Mal, je crois, et c'est pourquoi tout le monde tend le dos pour l'arrivée du courrier prochain.

La position militaire n'est pas plus brillante que la position financière.

Partout il y a un redoublement d'insurrection :

bien qu'on ne le donne pas encore comme certain, il est à peu près sûr qu'un convoi du commerce ayant une valeur immense, allant de Matamoros à Monterey, a été pillé. L'escorte, composée de sept cents Mexicains et de trois cents Autrichiens, aurait été entièrement dispersée.

Vous voyez que tout cela ne peut tenir bien longtemps, et ce serait folie de vouloir soutenir quand même Maximilien.

Nous y dépenserions des sommes fabuleuses, nous nous compromettrions de plus en plus, et nous n'arriverions à rien.

Maximilien est devenu impossible, il est complètement démonétisé, et il faut qu'il s'en aille, le plus tôt sera le mieux.

Il y a longtemps que j'ai cette idée, et ce matin j'ai été très surpris de la voir imprimée dans une correspondance américaine, reproduite par l'*Estafette*.

Cette correspondance dit que Napoléon III renonce à soutenir Maximilien, et que l'on a fait une convention avec les Etats-Unis de manière à donner la présidence à Santa-Anna qui serait déjà à la solde de la France.

Tout invraisemblable que soit cette nouvelle, cependant j'y crois, parce que c'est le seul moyen de nous sortir d'ici, et de laisser libre de ses mouvements notre empereur qui, soyez-en sûrs, ne renoncera jamais à son idée du Mexique.

En ce moment il a contre lui le Mexique d'abord, les Etats-Unis, l'opinion publique en France et les embarras d'Europe.

Il faut donc qu'il recule, mais il conservera toujours un pied ici.

Voici donc, je crois, ce qui va se passer.

Maximilien abdiquant après un appel au peuple ; Santa-Anna arrivant comme président à la suite d'une convention avec les Etats-Unis ; l'armée française commençant à rentrer au mois d'octobre, on retirerait ainsi notre drapeau, mais en laissant notre légion étrangère et les bataillons de cazadores que l'on forme.

On continuerait à faire encore des sacrifices d'argent pour l'entretien des troupes, tant pour maintenir la tranquillité que pour augmenter les obligations du Mexique envers nous.

Puis un beau jour les affaires d'Europe étant arrangées, les Etats-Unis se battant entre eux, la France reconnaît le Sud, reprend la direction du Mexique et s'alloue l'isthme des deux Amériques depuis Tehuantepec jusqu'à Panama.

Tout à vous.

H. L.

XCVI

Mexico, le 8 juillet 1866.

Les prévisions que je vous exprimais dans ma dernière lettre ont plus que jamais l'air de se réaliser.

Vous avez su avant l'arrivée de ma lettre la prise de Matamoros.

C'est le dernier coup porté à l'empire. On dit que Matamoros s'est prononcé pour Santa-Anna.

Le dernier courrier nous a apporté la réponse du ministre des finances qui a traité d'*opération légère* les trois forcements de caisse qu'a fait faire le maréchal pour donner deux millions et demi par mois au gouvernement mexicain, et a défendu *formellement* de les renouveler, disant qu'on aurait déjà bien assez de peine à faire accepter aux Chambres les faits accomplis.

Que va-t-on dire lorsqu'on apprendra que nous avons encore fait une avance de deux cent mille piastres pour la continuation des travaux du chemin de fer ?

Il est vrai qu'en vue de nous rembourser nous avons mis l'embargo sur la douane de Vera-Cruz, la seule ressource du gouvernement qui maintenant ne peut plus payer personne.

L'empereur est furieux, à tel point qu'il n'a pas voulu recevoir le maréchal quand celui-ci est parti pour le Nord.

Il y a cinq jours, Maximilien voulait abdiquer. C'est l'impératrice qui l'en a empêché, lui proposant d'aller en France exposer la situation à Napoléon III.

Maximilien a accepté, et la pauvre impératrice est partie hier de Mexico, et s'embarquera sur le paquebot porteur de cette lettre.

Je crains bien pour elle que la pénible démarche qu'elle va tenter n'aboutisse à rien.

Nous ne pouvons continuer à soutenir Maximilien qu'en faisant la guerre aux Etats-Unis, et c'est ce que vous ne voulez pas en France.